

Rapport Oxfam France

Sous embargo jusqu'au 16 janvier – 23h59



OXFAM
France

DANS LE MONDE D'APRÈS, LES RICHES FONT SÉCESSION

INEGALITES : ZOOM SUR LA SITUATION EN FRANCE

Sous embargo jusqu'au 16 janvier 2022 à 23h59

La crise du coronavirus a frappé un monde déjà inégalitaire. Elle a exacerbé ces inégalités en fragilisant les plus vulnérables. Et malgré la multiplication des appels à penser un monde d'après plus juste et plus durable, la réponse à la crise a largement alimenté la spirale des inégalités, enrichissant les plus riches et fragilisant les plus précaires.

LA REPONSE A LA CRISE A PERMIS UN ENRICHISSEMENT HISTORIQUE DES MILLIARDAIRES FRANÇAIS

C'est sans précédent : **en France, la fortune des milliardaires a augmenté plus rapidement en 19 mois de pandémie qu'en une décennie entière.** De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires a augmenté de 236 milliards d'euros, soit une hausse de 86%.¹ Elle avait augmenté de 231 milliards d'euros entre 2009 et 2019. 236 milliards d'euros, c'est assez d'argent pour quadrupler le budget de l'hôpital public² ou verser un chèque de 3 500 euros à chaque français-e.³

GRAPHIQUE 1 : Evolution de la fortune des milliardaires français depuis 2000



Cette accumulation historique de richesse profite à une poignée de personnes : selon les données Forbes, la France compte actuellement 43 milliardaires, quatre fois plus qu'après la crise financière de 2009. Seulement 5 sont des femmes.

La crise a vu l'apparition d'un corona-millionnaire français, Stéphane Bancel, PDG du laboratoire Moderna commercialisant le vaccin éponyme, qui fait son entrée directement à la 7^e place du classement Forbes. Elle a surtout entraîné une explosion des premières fortunes de France. **A elles seules, les 5 premières fortunes de France** – celles de Bernard Arnault (LVMH), Françoise-Meyers Bettencourt (L'Oréal), François Pinault (Kering), des frères Alain et Gérard Wertheimer (Chanel) **ont doublé, augmentant de 173 milliards d'euros en 19 mois.** C'est presque autant que ce que l'Etat a dépensé pour faire face au coronavirus en un an, toute dépense confondue. **Ces 5 fortunes possèdent désormais autant que les 40% des français les plus précaires.**⁴

Tout en haut du classement Bernard Arnaud a vu sa fortune multipliée par 2,5 en l'espace d'un an et demi. Il est, derrière Elon Musk, la deuxième personne au monde ayant vu sa fortune **augmenter le plus depuis le début de la pandémie.**

GRAPHIQUE 2 : Evolution de la fortune des 5 premiers milliardaires français durant la pandémie

ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES FRANÇAIS DURANT LA PANDÉMIE

Mlliardaires	Fortune Mars 2020 (milliards €)	Fortune Octobre 2021 (milliards €)	Différence (milliards €)
Bernard ARNAULT	67,3	163,6	96,3
Françoise BETTENCOURT MEYERS	43,3	77,9	34,6
François PINAULT	24,0	42,3	18,3
Alain WERTHEIMER	15,2	27,1	11,9
Gérard WERTHEIMER	15,2	27,1	11,9
Total	165	338	173

Source : Forbes

UNE ECONOMIE AU SERVICE DES PLUS RICHES

Si la fortune des milliardaires a autant augmenté en sortie de crise, ce n'est pas grâce à la main invisible du marché, ni par les choix stratégiques brillants des milliardaires. C'est principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales dont ils ont pu profiter. Dès juin 2020, la banque UBS avertissait de l'impact démesuré des politiques monétaires des banques centrales sur la fortune des milliardaires.⁵ Avec une politique du « quoi qu'il en coûte », sans condition, pour faire face à la crise, les gouvernements et les banques centrales ont permis la hausse la plus importante de la fortune des milliardaires jamais enregistrée.⁶

Des aides sans conditions qui relancent un modèle économique ultra-carboné

Les mesures d'urgences ont largement profité aux plus riches. Quant aux mesures de relances, elles ont également en partie été captées par les entreprises dont ils sont propriétaires. En refusant de conditionner ces aides à des engagements ambitieux de transition bas-carbone, le gouvernement a manqué l'occasion d'imprimer un tournant écologique fort à la réponse. Résultat, selon le Haut Conseil pour le Climat, 70% des sommes dégagées par le plan de relance pourraient avoir « un effet significatif à la hausse sur les émissions » de CO2.⁷ Le résultat est malheureusement déjà visible : après avoir baissé en 2020 du fait du confinement, les émissions françaises de CO2 sont reparties à la hausse en 2021.⁸

Au-delà de la réponse à la crise, la dérégulation du marché du travail, les politiques fiscales décidées au cours des 40 dernières années ont construit une économie au service des 1%. Selon la dernière étude du Laboratoire sur les Inégalités Mondiales, les 1% les plus riches au niveau mondial ont capté 38% de la croissance des richesses, contre seulement 2% pour les

50% les plus précaires. En France, les 1% les plus riches possèdent plus qu'il y a 25 ans tandis que les 50% les plus précaires ont vu leur part diminuer.⁹ Et cette richesse se transmet de génération en génération : une analyse indépendante menée par le Financial Times des données Forbes estime que 8 milliardaires français sur 10 sont des héritiers.¹⁰

Les milliardaires ne sont pas les seuls à en profiter, selon la base de données indépendante Wealth-X, la France compte désormais 6 320 ménages possédant un patrimoine supérieur à 50 millions de dollars. Et 125 650 ménages possédant un patrimoine supérieur à 5 millions de dollars.¹¹

Cet enrichissement n'est pas sans conséquence. En baissant l'impôt des plus riches et des multinationales dans lesquelles ils détiennent des parts, les gouvernements ont reporté la contribution des plus aisés aux classes moyennes et précaires et affaibli le financement de notre modèle social. En permettant une concentration accrue des richesses, ils ont permis à une minorité de personnes de gagner une influence politique disproportionnée.¹²

Au point pour les gouvernements de devenir dépendants de la philanthropie de ces mêmes milliardaires pour répondre à des urgences, comme ce fut le cas lors de l'incendie de Notre-Dame de Paris : le gouvernement devant faire appel à la générosité des milliardaires pour financer la restauration du monument parisien.¹³ A eux seuls, Bernard Arnault, François Pinault & Françoise Meyers-Bettencourt ont ainsi promis de couvrir près de 50% du montant estimé de rénovation, avec 500 millions d'euros¹⁴, soit l'équivalent de 0,004% de leur fortune de l'époque. Un impôt de 1,5% sur l'ensemble de leur fortune aurait permis de lever plus de 2 milliards d'euros, de quoi couvrir la restauration de Notre-Dame mais aussi, par exemple, d'augmenter d'un milliard d'euros le budget de la lutte contre la violence faites aux femmes, comme le demandent les associations féministes.¹⁵

Au point, aussi, pour les milliardaires, de contrôler une part de plus en plus importante de l'espace médiatique : selon l'économiste Julia Cagé, 9 milliardaires possèdent actuellement 90% des grands médias français, avec à la clé une influence directe sur la ligne éditoriale.¹⁶ Et la concentration est à la hausse, notamment avec la prise de contrôle récente des médias du groupe Lagardère¹⁷ par Vincent Bolloré, 12ème fortune de France selon Forbes.

LES OUBLIES DE LA CRISE

« Quoi qu'il en coûte ». Ces mots prononcés par Emmanuel Macron devaient rassurer la nation : la réponse de l'Etat pour protéger les ménages et les entreprises serait à la hauteur de la crise. 19 mois plus tard, la politique à deux vitesses du « quoi qu'il en coûte » a exacerbé les inégalités.

D'un côté, cette réponse a largement bénéficié aux plus riches. Aux plus grandes fortunes, mais pas seulement : les 20% des français les plus aisés se sont également enrichis pendant les confinements en « sur-épargnant » selon la Banque de France¹⁸ : ils ont capté 70% de l'épargne COVID alors que les 20% les plus précaires puisaient dans leurs économies.¹⁹ La réponse de l'Etat a aussi permis de protéger une partie de la population. Grâce, notamment, à des mesures comme le chômage partiel, la réponse de l'Etat a aidé les actifs, notamment les CDI à plein-temps qui bénéficiaient d'une compensation des revenus par l'Etat.

Mais cette réponse a laissé de côté les personnes en dehors de l'emploi, les personnes travaillant dans l'économie informelle ou enchaînant les temps partiels pour qui le chômage partiel n'est pas une réponse adaptée. Ces oubliés de la crise, déjà en situation de précarité avant le coronavirus, ont vu leur situation se détériorer. Pour ces personnes, le gouvernement a tergiversé, pour finalement proposer systématiquement des dispositifs exceptionnels avec des conditions restrictives (comme la durée des précédents contrats) pour répondre tour à tour

aux difficultés des travailleurs précaires, des jeunes, etc. là où il dépensait sans compter pour les autres.

Des pauvres encore plus pauvres

Dès l'automne 2020, plusieurs associations caritatives alertaient sur le risque de basculement de la pauvreté lié à la crise, avançant le chiffre d'un million de personnes supplémentaires à risque. Près d'un an plus tard, la première estimation publiée par l'INSEE faisait un constat plus rassurant : la crise n'aurait pas provoqué d'augmentation significative du niveau de pauvreté, avec un taux stable à 14,6%.²⁰

La réponse à la crise aurait-elle complètement protégé les français-e-s ? Prudence, tempère l'INSEE qui explique que l'intensité de la pauvreté a en revanche fortement augmenté. En d'autres termes, les personnes déjà en situation de pauvreté avant la crise sont aujourd'hui plus pauvres qu'avant la crise, ces mêmes personnes qui ont été oubliées des politiques d'urgence du gouvernement.

Une analyse secondée par le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) qui estime que 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité à cause de la crise, ce qui les conduit à reporter ou à renoncer à des dépenses essentielles de logement, de santé, de voiture, d'alimentation.²¹ Le nombre de personnes dépendant de l'aide alimentaire pourrait atteindre 7 millions de personnes, soit 10% de la population française, selon le dernier décompte du Secours Catholique.²²

Les travailleurs et travailleuses précaires

Intérimaires, temps-partiel subis, etc., ils étaient nombreux à ne pas rentrer dans les cases du chômage partiel proposé par l'Etat, faute d'avoir assez d'heures travaillées à justifier en 2019. En novembre 2020, l'INSEE alertait : plusieurs centaines de milliers de travailleurs précaires étaient parmi les premiers à perdre leur emploi à cause de l'arrêt de l'économie.²³ Entre janvier et mars 2020, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est passé de 3,5 millions à 4,5 millions de personnes.²⁴ Dès le mois de mars 2020, les ruptures de périodes d'essai étaient multipliées par 2,5.

Pour y répondre le gouvernement a proposé une aide exceptionnelle de 900 euros aux travailleurs précaires. Cette aide, versée pour la première fois en février 2021 soit près d'un an après le début de la crise, exclut 2 à 3 millions de travailleurs précaires à cause de conditions d'attribution trop restrictives, selon la CGT.²⁵ C'est notamment le cas des travailleurs de l'économie informelle.

Les femmes, grandes oubliées de la réponse à la crise

Les femmes ont été en première ligne de la crise : de la réponse sanitaire (les aides-soignantes sont à 91% des femmes et 87% pour les infirmières) à l'aide à la personne (85% des aides à domicile et aides ménagères sont des femmes) ou encore dans la vente alimentaire (90% des caissiers sont des femmes).²⁶ Applaudies au balcon pendant plusieurs semaines, reconnues comme travailleuses essentielles dans les allocutions présidentielles, elles n'ont pourtant pas vu leur condition de travail s'améliorer. Dans l'hôpital, le Ségur de la Santé n'a pas convaincu les syndicats qui pointent le flot continu de départ de collègues épuisés face au manque de moyens. Si certaines caissières ont profité d'une prime exceptionnelle défiscalisée, elles n'ont pas vu une vraie revalorisation de leur travail.

Pour celles qui ont pu bénéficier du chômage partiel, elles ont dû supporter une charge mentale plus importante que les hommes : tâches ménagères, encadrement des enfants confinés, parfois au prix de leur propre activité professionnelle : les femmes ont plus renoncé à travailler que les hommes.²⁷ Pour les associations Osez le Féminisme ! et Parents et féministes, les femmes ont gratuitement pris le relai des services publics pendant le confinement. Pour une femme ayant consacré 4 h par jour au travail parental et 2h au travail domestique entre le 17 mars et le 7 juin, la facture s'élève à 11 480 €.

Le confinement a également fait exploser les violences domestiques. Selon la Fédération nationale Solidarité Femmes, 1 femme sur 10 a été victime de violence conjugale pendant le confinement. Pour un tiers des victimes, ces violences ont commencé durant le confinement.²⁸

Les jeunes

Personne n'a pu échapper aux images de jeunes faisant la queue pour pouvoir bénéficier d'aide alimentaire, au sein de la sixième puissance économique mondiale. La France est un des derniers pays européens à ne pas proposer de minima social pour les moins de 25 ans.²⁹ En situation de crise, avec la fermeture de l'économie, nombre d'entre eux se sont retrouvés sans filet, privés de leur emploi étudiant, ces contrats étant trop précaires pour rentrer dans les conditions d'attribution du chômage partiel (38% des jeunes détiennent un emploi précaire contre 13% de la population française). **Avec les confinements successifs, ils étaient 13% de plus à devoir avoir recours à une aide alimentaire**, selon un rapport de la Fédération française des Banques alimentaires.³⁰ **Aux Restos du cœur, les jeunes représentent désormais plus de la moitié des bénéficiaires.**³¹

Cette précarité alimentaire est couplée à une grande détresse psychologique provoquée par l'isolement. Avec la crise, le nombre de jeunes présentant des syndromes dépressifs a doublé selon un rapport de la Défenseure des droits.³²

Malgré une large mobilisation d'organisations de la société civile, des syndicats, et d'une partie de la classe politique, le gouvernement s'est systématiquement opposé à l'extension du RSA aux moins de 25 ans, arguant qu'il valait mieux accompagner les jeunes vers l'emploi grâce à des dispositifs comme la garantie jeune, ou des aides à l'embauche alors même que l'économie était à l'arrêt. Sous la pression le gouvernement a finalement accordé une aide exceptionnelle aux jeunes, plusieurs mois après le début de la crise, qui a depuis été renouvelée.³³

La réponse limitée du gouvernement est d'autant plus préoccupante que la précarité étudiante n'est pas un nouveau sujet. Selon l'Observatoire des inégalités, le taux de pauvreté des 18-29 ans a progressé de 50% depuis 2002 : un jeune sur dix était en situation de précarité avant la crise.

QUI VA PAYER LA NOTE ?

Le 25 août dernier, Bruno Le Maire annonçait la fin du « quoi qu'il en coûte » en marge des Universités d'été du Medef. Si le gouvernement a dû depuis en partie rouvrir les vannes pour faire face à la résurgence de l'épidémie, le « quoi qu'il en coûte » a peu à peu laissé place à l'épineuse question de la facture du coronavirus.

De contribution des plus aisés, il n'en a pas été question. Alors que les ultra-riches ont connu une augmentation historique de leur fortune grâce aux aides versées sans conditions, une décision de bon sens serait de remettre en place une imposition sur les grandes fortunes.

Malgré trois évaluations successives de la suppression de l'imposition de solidarité sur la fortune par les services du premier ministre, aucun impact positif sur l'investissement n'a pu être mis en évidence. Le choix du gouvernement s'est porté sur d'autres cibles.

Malgré la promesse de ne pas augmenter les impôts des ménages, le gouvernement a tout d'abord prolongé la CRDS (Contribution pour le remboursement de la dette sociale). Ce prélèvement de 0,5% des salaires, allocations chômage, retraites et bourses étudiantes devait initialement prendre fin en 2024. Comme la CSG, c'est un impôt « proportionnel », c'est-à-dire payé au même taux par tous les contribuables, quel que soit leur revenu ou leur patrimoine. Fin 2020, le gouvernement a voté la prolongation de la CRDS jusqu'en 2033 pour couvrir 136 milliards d'euros de coûts du coronavirus. Le financement pèsera donc en grande partie sur les plus précaires.³⁴

Après une première tentative retoquée par le Conseil d'Etat, le gouvernement a également réussi à faire voter un durcissement des règles de l'assurance chômage dégageant au moins 2 milliards d'euros par an.³⁵ Selon une estimation de l'Unedic, la réforme devrait faire baisser l'indemnité chômage de 1,15 millions de personnes de 17% en moyenne.³⁶

Les oubliés de la crise, précaires, chômeurs, seront donc largement mis à contribution pour payer la facture de la crise. Une décision dans la droite ligne des politiques socio-fiscales du quinquennat.

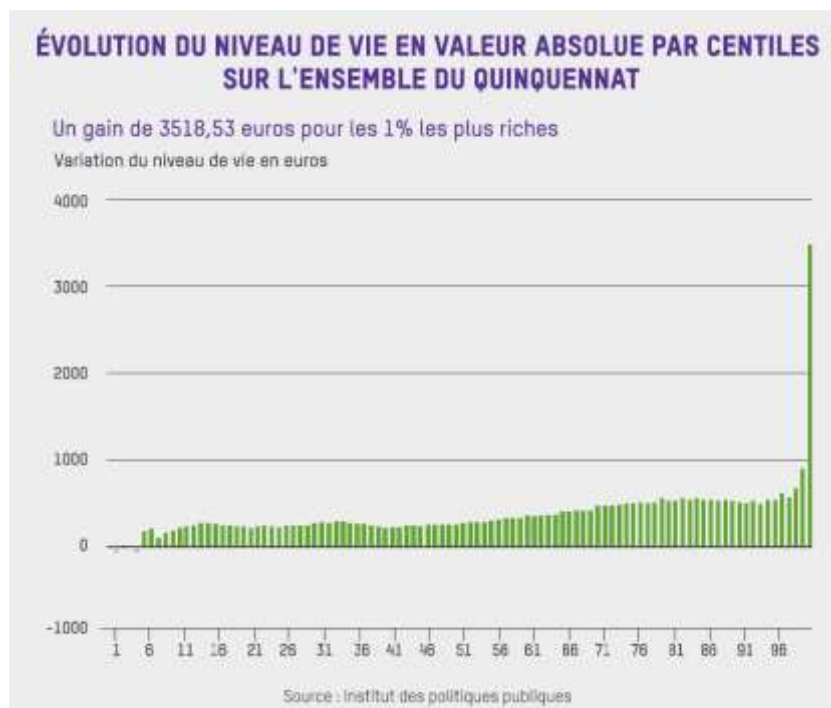
UNE PERTE DE POUVOIR D'ACHAT POUR LES 5% LES PLUS PAUVRES

En octobre 2020, en amont de la présentation du budget, le ministère de l'économie publie une étude de l'impact du quinquennat sur les inégalités montrant comment les différentes mesures votées par le gouvernement auraient favorisé les classes populaires et moyennes. De quoi lutter contre l'image de Président des riches et promouvoir un quinquennat du pouvoir d'achat.

Mais en réalité, le gouvernement mêle habilement des aides exceptionnelles de crise aux réformes fiscales pour mettre en évidence une augmentation du niveau de vie supérieure pour les 10% les plus précaires que le reste de la population, et en particulier des 10% les plus riches.

Les analyses indépendantes menées par l'Institut des Politiques Publiques (IPP) confirment que le quinquennat a été un accélérateur des inégalités. Les 1% les plus riches ont vu leur niveau de vie augmenter de 2,8% en moyenne (soit un gain moyen de 3 500 euros), porté par la suppression de l'impôt sur la fortune et la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. A l'autre bout de la cordée, les 5% des ménages les plus modestes ont perdu jusqu'à 0,5% de pouvoir d'achat (soit une perte de 35 euros), pénalisés par les réformes d'aides au logement notamment.³⁷

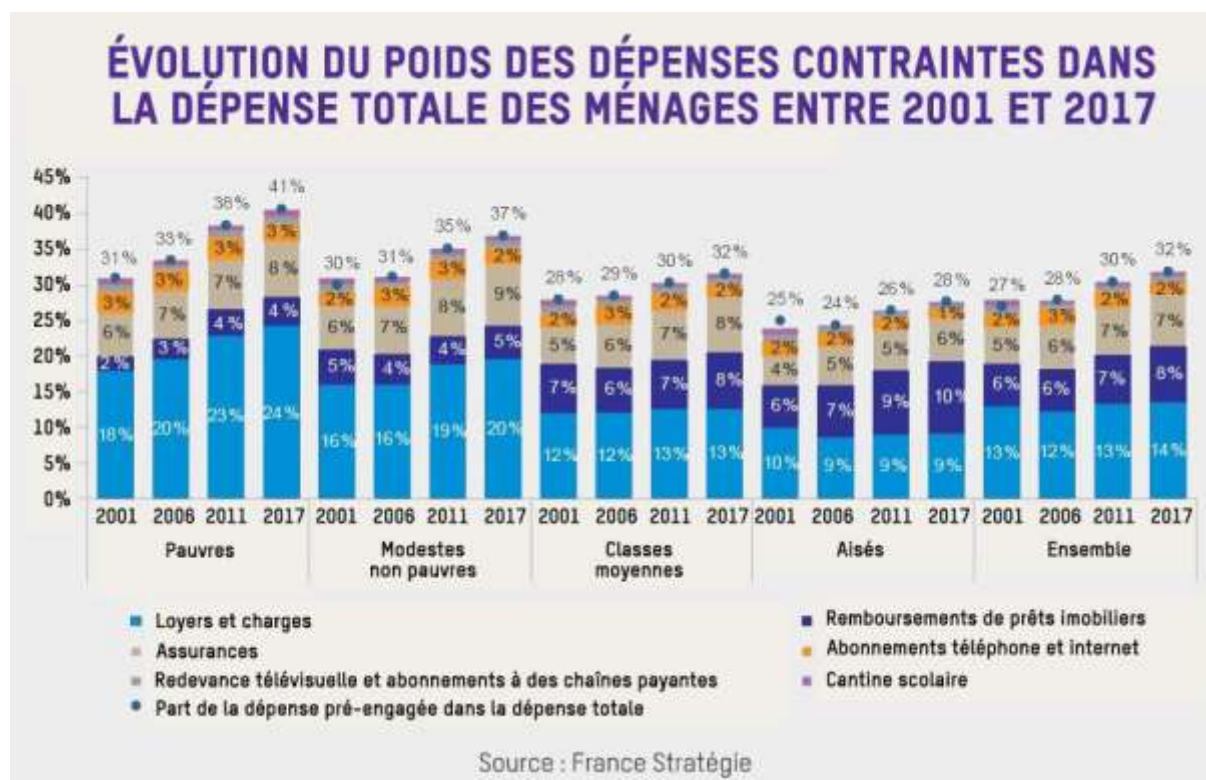
GRAPHIQUE 3 : Evolution du niveau de vie en valeur absolue par centiles sur l'ensemble du quinquennat



Certes, face à la contestation des gilets jaunes, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour protéger le pouvoir d'achat des actifs avec notamment la baisse de l'impôt sur le revenu. Mais cette décision est à double tranchant : contrairement à ce qui était initialement annoncé, la baisse a largement été financée par des efforts de rigueur budgétaires de la dépense publique, faisant peser de nouvelles contraintes sur le financement des services publics. Baisser les impôts des classes moyennes ne règle pas le problème de pouvoir d'achat des Français-e-s grevé par l'augmentation des dépenses contraintes – ces dépenses impondérables d'un ménage pour payer son logement, se nourrir, se déplacer. Au contraire, cette politique fragilise le financement de notre modèle social.

Pour les plus précaires, cette politique est une double peine, ils sont les plus impactés par la fragilisation de notre modèle social, tout en subissant dans le même temps la hausse des dépenses contraintes. **En 20 ans, la part des dépenses contraintes pour les 10% les plus précaires est passée de 30% à 40%.** L'écart avec le reste de la population a augmenté. En cause, notamment, une forte hausse du coût du logement.³⁸

GRAPHIQUE 4 : Evolution du poids des dépenses pré-engagées dans la dépense totale des ménages entre 2001 et 2017



Le cumul de politiques fiscales régressives, de pression sur les services publics et de hausse des dépenses contraintes pèsent sur le reste à vivre des classes précaires et moyennes. Selon une enquête menée par Finfrog pour RMC, il reste en moyenne 55 euros sur le compte bancaire des français-e-s gagnant moins de 2000 euros net par mois, le 10 de chaque mois, après règlement des dépenses contraintes.³⁹

Ces choix politiques ne sont pas sans conséquence, quand la concentration de richesse favorise la concentration de pouvoir d'un côté de l'échelle, la précarisation tue à l'autre bout de l'échelle : A 62 ans, un quart des 5% les plus pauvres en France sont déjà morts. Il faut attendre l'âge de 80 ans pour que cette proportion soit atteinte pour les 5% les plus riches.⁴⁰

REBATIR UNE ECONOMIE JUSTE, DURABLE ET FEMINISTE – LES RECOMMANDATIONS D’OXFAM FRANCE

Les inégalités ne sont pas une fatalité, ce sont le résultat de choix politiques. Passant en revue plusieurs dizaines d’années de politiques publiques à travers le monde, le Laboratoire sur les Inégalités Mondiales co-dirigé par les économistes Thomas Piketty et Lucas Chancel, a montré comment l’adoption de politiques fiscales exigeantes, de services publics forts et de minima sociaux ambitieux avaient permis par le passé de réduire les inégalités.⁴¹

Il faut tirer les leçons de la pandémie que nous vivons. L’élection présidentielle de 2022 offre un choix aux candidat-e-s. Revenir au plus vite au monde d’avant, régi par un modèle économique injuste où la richesse créée est captée par une minorité d’ultra-riches au détriment de centaines de millions de personnes ; un modèle économique climaticide qui met en danger les générations futures ; un modèle économique sexiste qui assigne les femmes aux métiers les moins valorisés et aux tâches domestiques. A contrario, le futur ou la future Président-e de la République peut faire le choix de reconstruire un modèle économique plus juste, au service de l’ensemble des citoyen-ne-s, plus durable face à la crise climatique qui menace, et plus féministe pour s’attaquer véritablement aux inégalités femmes-hommes

Financer un tel modèle ne dépend que de la volonté politique. La sécession des ultra-riches appelle à un changement radical de politique fiscale pour faire contribuer ceux qui ont connu un enrichissement historique grâce aux aides versées sans conditions. Le 9 décembre dernier, Oxfam France publiait un Manifeste fiscal à destination des candidat-e-s à l’élection présidentielle proposant 15 mesures fiscales permettant de récolter au moins 65 milliards d’euros supplémentaires par an pour financer des services publics de qualité, des prestations sociales renforcées et investir dans la transition bas-carbone pour faire baisser les dépenses contraintes des ménages les plus précaires.⁴²

Changer radicalement de politique fiscale

1. Taxer les plus riches en réintroduisant une imposition sur les grandes fortunes. Cet impôt devra tenir compte des failles de l’ISF en place jusqu’en 2017 en revoyant les abattements autour de la résidence principale et du patrimoine professionnelle ainsi que le plafonnement dont profitaient en priorité les milliardaires pour échapper en partie à l’ISF. Il devra également imposer une surcharge aux patrimoines les plus polluants des milliardaires (ISF Climatique).

2. Lutter contre l’évasion fiscale des multinationales en mettant en place un taux d’impôt minimum effectif sans exception pour mettre fin à la délocalisation des bénéfices. Ce taux devra être supérieur à celui décidé au niveau de l’OCDE qui permet encore à de nombreux pays – dont la France – de baisser la taxation des multinationales. Il devra être débarrassé des nombreuses exceptions qui permettent aux multinationales de contourner la règle du taux minimum.

3. Mettre fin aux avantages fiscaux profitant aux gros pollueurs. La France finance au moins 15 milliards d’euros par an dans des niches fiscales climaticides. Le kérosène, carburant des avions, bénéficie par exemple d’une fiscalité réduite. Il s’agit pourtant d’un mode de transport essentiellement utilisé par les plus riches.

Réinventer un Etat providence moderne

4. Renforcer les services publics et notamment l'hôpital public avec un grand plan de revalorisation de 5% du budget de l'hôpital public et l'embauche de 100 000 personnels supplémentaires.

5. Financer de vrais filets de sécurité en étendant le RSA au moins de 25 ans et en le revalorisant à la moitié du salaire médian.

Vivre dignement de son travail

6. Revaloriser dès cette année le salaire minimum dans toutes les branches de métiers, à commencer par les métiers du secteur du soin (social et santé), majoritairement occupés par des femmes, qui ont été en 1ère ligne

7. Etendre le congé paternité à 12 semaines pour lutter contre les inégalités de carrières entre les femmes et les hommes

Investir dans la transition écologique

8. Financer massivement le train comme mobilité accessible à tou-te-s via la construction de petites lignes du quotidien, la reprise du train de nuit et la baisse des tarifs.

9. Permettre l'accès à un logement décent isolé à tou-te-s avec la rénovation de toutes les passoires thermiques, la construction de 100 000 nouveaux logements sociaux et la revalorisation des aides aux logements.

NOTES

Les sources en ligne ont été consultées le 8 janvier 2022.

¹ L'estimation de la fortune des milliardaires est issue du classement Forbes, soit dans sa version annuel de mars 2020, soit dans sa version à jour du 31 octobre 2021. La fortune est convertie en euro au taux de change dollar/euro du dernier jour d'analyse, le 31 octobre 2021 soit 1\$=0,865€. Compte tenu de la forte inflation de l'année, les données des années précédentes sont déflatées à partir de l'indice des prix à la consommation de l'INSEE. Voir note méthodologique pour le détail du calcul.

² DREES (2020) La situation économique et financière des hôpitaux publics
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2021-07/Fiche%2032%20-%20La%20situation%20%C3%A9conomique%20et%20financi%C3%A8re%20des%20h%C3%B4pitaux%20publics.pdf>

³ Soit 236 milliards d'euros divisé par 67 407 241 personnes, l'estimation du nombre d'habitants en France au 1^{er} janvier 2021 par l'INSEE.

⁴ Voir note méthodologique pour le détail du calcul.

⁵ UBS (2020) Riding the storm: Market turbulence accelerates diverging fortunes
<https://www.ubs.com/content/dam/static/noindex/wealth-management/ubs-billionaires-report-2020-spread.pdf>

⁶ Financial Times (2021) The billionaire boom: how the super-rich soaked up Covid cash
<https://www.ft.com/content/747a76dd-f018-4d0d-a9f3-4069bf2f5a93>

⁷ Le Monde (2020) Climat : le plan de relance français insuffisant pour enclencher une rupture à long terme
https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/12/15/climat-le-plan-de-relance-francais-insuffisant-pour-enclencher-une-rupture-a-long-terme_6063401_3244.html

⁸ Géo (2021) En 2021, les émissions mondiales de carbone repartent vers leur niveau d'avant crise
<https://www.geo.fr/environnement/en-2021-les-emissions-mondiales-de-carbone-repartent-vers-leurs-niveaux-davant-le-covid-206911>

⁹ WIL (2021) World Inequality Report 2022
<https://wir2022.wid.world/>

¹⁰ Financial times (2021) op. cit.

¹¹ Voir note méthodologique

¹² T. Hayes & L. Scruggs (2017) How increasing wealth concentration and inequality leads to less generous state welfare policies
<https://blogs.lse.ac.uk/usappblog/2017/04/06/how-increasing-wealth-concentration-and-inequality-leads-to-less-generous-state-welfare-policies/>

¹³ Le Monde (2019) Dons pour Notre-Dame de Paris : les déductions fiscales en débat
https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/04/17/dons-pour-notre-dame-de-paris-les-deductions-fiscales-en-debat_5451667_3224.html

¹⁴ Le Figaro (2019) Reconstruction de Notre-Dame de Paris : 5 chiffres qui donnent le tournis
<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/reconstruction-de-notre-dame-de-paris-cinq-chiffres-qui-donnent-le-tournis-20190417>

¹⁵ Nouvel Obs (2021) Pourquoi #NousToutes réclame un milliard d'euros contre les violences faites aux femmes
<https://www.nouvelobs.com/societe/20211120.OBS51227/pourquoi-noustoutes-reclame-un-milliard-d-euros-pour-lutter-contre-les-violences-faites-aux-femmes.html#modal-msg>

¹⁶ Humanité (2021) Julia Cagé. La clé pour produire une information de qualité
<https://www.humanite.fr/julia-cage-la-cle-pour-produire-une-information-de-qualite-701968>

¹⁷ Challenges (2021) Comment les grandes fortunes s'affrontent sur le terrain des medias
https://www.challenges.fr/media/comment-les-grandes-fortunes-s-affrontent-sur-le-terrain-des-medias_772726

¹⁸ Banque de France (2021) L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des entreprises et des ménages en juillet 2021
<https://www.banque-france.fr/communiqu%C3%A9-de-presse/l%27impact-de-la-crise-du-covid-19-sur-la-situation-financi%C3%A8re-des-entreprises-et-des-m%C3%A9nages-en-juillet-2021>

¹⁹ Conseil d'Analyse Economique (2021) Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires
<https://www.cae-eco.fr/staticfiles/pdf/cae-focus049-cb.pdf>

²⁰ INSEE (2021) Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762455>

²¹ CREDOC (2021) Quatre millions de français fragilisés par la crise sanitaire
<https://www.credoc.fr/publications/quatre-millions-de-francais-fragilises-par-la-crise-sanitaire>

²² Secours Catholique-Caritas France (2021) Etat de la pauvreté en France 2021
<https://www.secours-catholique.org/actualites/etat-de-la-pauvrete-en-france-2021>

-
- ²³ INSEE (2020) France: Portrait social 2020
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4797670?sommaire=4928952>
- ²⁴ Alternatives Economiques (2021) Pas de « quoi qu'il en coûte » pour les chômeurs et les précaires après la crise sanitaire
<https://www.alternatives-economiques.fr/de-quoi-quil-coute-chomeurs-precaires-apres/00101607>
- ²⁵ CGT (2020) Aide exceptionnelle pour les permittents : une aumône
<https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/situation-demploi-precarisee/aide-exceptionnelle-pour-les>
- ²⁶ Oxfam France (2018) Pauvreté au travail : les femmes en première ligne
https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2018/12/Rapport_OXFAM_Pauvrete_au_travail_femmes_en_premiere_ligne-4.pdf
- ²⁷ Fondation des Femmes (2021) Impact du covid sur l'emploi des femmes
https://fondationdesfemmes.org/dfd-content/uploads/2021/06/rapport-ffd-2021_impact-du-covid-sur-lemploi-des-femmes.pdf
- ²⁸ France Tv Info (2021) Covid-19: Une femme sur dix dit avoir été victime de violences conjugales pendant le premier confinement selon Solidarité Femmes
https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement/video-covid-19-une-femme-sur-dix-dit-avoir-ete-victime-de-violences-conjugales-pendant-le-premier-confinement-selon-solidarite-femmes_4336821.html
- ²⁹ Observatoire des inégalités (2020) Il est urgent d'ouvrir le revenu minimum aux jeunes
<https://www.inegalites.fr/Il-est-urgent-d-ouvrir-le-revenu-minimum-aux-jeunes>
- ³⁰ https://www.francetvinfo.fr/sante/alimentation/aide-alimentaire-la-part-des-jeunes-beneficiaires-augmente-de-13-en-un-an-constate-les-banques-alimentaires_4861351.htmlv
- ³¹ France Bleu (2021) Plus de 2 millions d'allocataires du RSA fin octobre 2020 - Mise en place d'un suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire
<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/aux-restos-du-coeur-les-jeunes-representent-plus-de-50-des-beneficiaires-alerte-romain-colucci-1637682745>
- ³² 20 minutes (2021) Coronavirus : pourquoi la santé mentale des jeunes est dégradée par la crise sanitaire
<https://www.20minutes.fr/sante/3174483-20211117-coronavirus-pourquoi-sante-mentale-jeunes-degradee-crise-sanitaire>
- ³³ Alternatives Economiques (2021) Pas de « quoi qu'il en coûte » pour les chômeurs et les précaires après la crise sanitaire, op. cit.
- ³⁴ Capital (2020) Dette sociale : le prolongement de la CRDS va vous coûter cher
<https://www.capital.fr/votre-argent/dette-sociale-le-prolongement-de-la-crds-va-vous-couter-cher-1374890v>
- ³⁵ Le Monde (2021) Assurance chômage : le dernier volet de la réforme controversée entre en vigueur
https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/12/01/assurance-chomage-le-dernier-volet-de-la-reforme-controversee-entre-en-vigueur_6104272_3234.html
- ³⁶ Libération (2021) Assurance chômage : le gouvernement passe en force, les syndicats préparent leur riposte
https://www.liberation.fr/economie/social/assurance-chomage-le-gouvernement-passe-en-force-les-syndicats-preparent-leur-riposte-20210917_22KILETSJZB3RE2SQL232EK5E/?redirected=1
- ³⁷ Alternatives Economiques (2021) Impôts : les très très riches, grands gagnants du quinquennat
<https://www.alternatives-economiques.fr/impots-tres-tres-riches-grands-gagnants-quinquennat/00101110>
- ³⁸ France Stratégie (2021) Les dépenses pré-engagées : près d'un tiers des dépenses des ménages en 2017
<https://www.strategie.gouv.fr/publications/depenses-pre-engagees-pres-dun-tiers-depenses-menages-2017>
- ³⁹ RMC (2021) Pouvoir d'achat : le 10 du mois, il reste 55 en moyenne pour la moitié des français
<https://rmc.bfmtv.com/emission/pouvoir-d-achat-le-10-du-mois-il-reste-55-euros-en-moyenne-pour-la-moitie-des-francais-2050868.html>
- ⁴⁰ Libération (2021) A l'âge de la retraite, 25% des plus pauvres sont déjà morts
https://www.liberation.fr/societe/a-lage-de-la-retraite-25-des-plus-pauvres-sont-deja-morts-20211201_ZPDCTHANSFAV5L26524QHTQR2E/?redirected=1&redirected=1
- ⁴¹ WIL (2021) World Inequality Report 2022
<https://wir2022.wid.world/>
- ⁴² Ces mesures ciblent en priorité les ultra-riches, mais aussi les multinationales faisant de l'évasion fiscale et les gros pollueurs. Elles ne changent pas la contribution de 70% des français-e-s, les personnes gagnant moins de 2000 euros nets par mois.

© Oxfam France Janvier 2022

Ce document a été rédigé par Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités d'Oxfam France. Oxfam France remercie Sandra Lhote-Fernandes, Pauline Leclère et Nicolas Vercken pour leur assistance dans sa réalisation.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

OXFAM FRANCE

Oxfam France est membre de la confédération internationale Oxfam, un réseau de 19 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités. En France, Oxfam mène depuis plus de 20 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

62 bis avenue Parmentier – 75011 Paris 00 33 1 56 98 24 40 – info@oxfamfrance.org

Contact Presse : Pauline Leclère – pleclere@oxfamfrance.org – 07 69 17 49 63